

Hôpitaux, Gilets jaunes, climat, retraites... La France à l'heure des mouvements sociaux

<http://www.institut-viavoice.com/barometre-politique-novembre2019/>

Viavoice – novembre 2019

Libération

Face aux crises sociales, l'ampleur du vide démocratique

La perception d'une « crise sociale » dépourvue d'interlocuteurs largement reconnus

Pour synthétiser cette nouvelle livraison du baromètre politique Viavoice-Libération, une figure de style semble s'imposer : l'épanadiplose, qui consiste en la reprise en fin de phrase d'un mot, d'une locution située au début. Autrement dit, cette fin d'année 2019 est à l'image de son commencement, caractérisée par des mouvements sociaux qui soulignent tout à la fois l'ampleur de la crise sociale notre société et la difficile tâche d'y apporter des réponses. Car si les moteurs de la contestation ne semblent pas faiblir, c'est aussi une carence démocratique qui s'exprime, interrogeant par-là notre capacité à penser les mesures sociales de demain et l'espace pour en débattre.

La perception presque unanime d'une France en « crise sociale »

Si les discours nombreux soulignent à juste titre l'existence d'une fragmentation de la population française, les Français font bloc sur un constat clair, l'existence d'une crise sociale : 89 % des personnes interrogées estiment que nous vivons actuellement une « crise sociale » en France, dont 46 % qui sont « tout à fait d'accord » avec cette opinion.

Premier acte de la « crise sociale » : le pouvoir perdu de vivre

Le premier acte consiste en une crise du « pouvoir de vivre », perte de maîtrise de l'expérience quotidienne dont les acquis et les prérequis sont de plus en plus difficiles d'accès :

- Concrètement, 69 % des Français identifient le « coût de la vie » comme principale difficulté en matière sociale ;
- En outre, 51 % citent les « inégalités sociales » qui soulignent l'intériorisation d'une « balkanisation » de la société ;
- et 51 % également soulignent le manque de moyens et de personnels dans certains services publics comme pour déplorer un accès aux services de l'Etat inégal.

Second acte : des mouvements sociaux massivement soutenus

Le second acte sont les mouvements sociaux actuels, massivement soutenus :

- le mouvement au sein des hôpitaux bénéficie d'un vaste élan de solidarité (87 %) : au-delà des revendications des personnels hospitaliers, une large part des Français entendent protéger ceux qui nous protègent ;
- les mouvements concernant le climat recueillent la solidarité de 74 % des Français, à la faveur notamment du sentiment d'urgence qui s'est intensifié pendant l'été ;
- le mouvement relatif à la réforme des retraites obtient la solidarité de 62 % des Français ; et celui des « Gilets jaunes » de 50 %, en partie victime de son essoufflement et de sa radicalisation.

Certes, des clivages prévalent. Les mouvements contre la réforme des retraites opposent le centre droit et la droite davantage convaincus de la nécessité de réformer, et la gauche en soutien aux mouvements contestataires ; le mouvement des Gilets jaunes cristallise les clivages : territorial mais également socioprofessionnel.

Le double peine française : une crise sociale sans interlocuteurs reconnus

Mais surtout la France subit aujourd'hui une « double peine » : au-delà de cette crise sociale c'est la démocratie, censée lui répondre, qui connaît des carences majeures et prive les mouvements sociaux d'interlocuteurs ou de porte-voix véritables :

- L'exécutif et la majorité peinent à fédérer sur cet enjeu : pour 64 % des Français, le président de la République « comprend mal » les difficultés sociales ; et prévaut une demande de réorientation politique : 75 % des Français souhaitent que le gouvernement « change de politique économique et sociale » ;
- Au sein des oppositions, peu de leaders nourrissent véritablement un espoir. « Même » Marine Le Pen peine à s'imposer : 60 % des Français ne lui font « pas confiance » pour « répondre aux difficultés sociales actuelles », contre 28 % qui lui « font confiance » ;
- Ni les syndicats, ni les Gilets jaunes ne paraissent « efficaces » : 12 % des Français jugent les syndicats efficaces pour défendre leurs intérêts, et 16 % les Gilets jaunes.

Vers les mouvements décembre : une mise en abîme de la situation française

À quelques jours du 5 décembre, cette étude révèle une mise en abîme de la situation française actuelle. Un cumul de malaises sociaux entre en résonance avec... un cumul de carences représentatives et démocratiques. Des impatiences additionnées (pas nécessairement agrégées) face à une part de vide...

Sur cette béance peuvent prospérer les fauteurs de trouble, et au pire les violences qui, cumulées, flirtent avec la déflagration démocratique. Le travail de refondation, depuis si longtemps attendu ou espéré, surviendra peut-être après l'urgence.

Fiche technique

Sondage réalisé par Viavoice pour Libération. Interviews effectuées en ligne du 15 au 18 novembre 2019. Échantillon de 1 003 personnes, représentatif de la population résidant en France métropolitaine, âgée de 18 ans et plus. Représentativité par la méthode des quotas appliquée aux critères suivants : sexe, âge, profession de l'interviewé, région et catégorie d'agglomération. Les rappels de données antérieures présentés dans ce rapport sont issus des précédentes vagues du baromètre politique Viavoice pour Libération